



المعهد العالي للقضاء
المعهد العالي للقضاء | Institut Supérieur de la Magistrature



المملكة المغربية
Royaume du Maroc
وزارة العدل
Ministère de la Justice

Appel d'offres ouvert sur offres de prix N°02/ISM/2021

Exercice 2021

CAHIER DE PRESCRIPTIONS SPECIALES

**SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MULTIRISQUE
AU PROFIT DE L'INSTITUT SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE
-RABAT- EN LOT UNIQUE**

En application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret N° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° 02/ISM/2021 en séance publique du 02/07/2021 à 10h, en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret N° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

L'Institut Supérieur de la Magistrature (ISM), représenté par son Directeur Général désigné ci-après par «l'institut» OU « l'assuré » **d'une part**, et :

1. Cas d'une personne morale

La sociétéreprésentée par M :..... ..

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (*RIB sur 24 chiffres*).....

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « **Prestataire** » ou « **Assureur**» **D'AUTRE PART.**

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

2. cas de personne physique

M.....Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le n°.....

Patente n° Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire n° (*RIB sur 24 chiffres*).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **Prestataire** » ou « **Assureur** » D'AUTRE PART.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitué aux termes de la convention
.....(les références de la convention)..... :

- Membre 1 :

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des
pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce de.....Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire n° (*RIB sur 24 chiffres*).....

ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

-

-

- Membre n :

Nous nous obligeons (*conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement*) ayant M..... ..(*prénom, nom et qualité*)..... en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (*RIB sur 24 chiffres*).....

ouvert auprès de (banque)

Désigné ci-après par le terme « **Prestataire** » ou « **Assureur** » D'AUTRE PART.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

SOMMAIRE

ARTICLE 01	OBJET DE L' APPEL D'OFFRES
ARTICLE 02	CONSISTANCE DU MARCHE
ARTICLE 03	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE
ARTICLE 04	REFERENCES AUX DOCUMENTS GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLE AU MARCHE
ARTICLE 05	Validité et date de notification de l'approbation du Marché

ARTICLE 06	pièces mises à la disposition dU Prestataire
ARTICLE 07	Nantissement
ARTICLE 08	DOMICILE DU PRESTATAIRE
ARTICLE 09	DELAI D'EXECUTION
ARTICLE 10	CARACTERE DES PRIX
ARTICLE 11	Cautionnement et Retenue de garantie
ARTICLE 12	Assurances et responsabilités
ARTICLE 13	DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT
ARTICLE 14	RECEPTION ET EXECUTION DU MARCHE
ARTICLE 15	MODE DE REGLEMENT - CONDITIONS DE PAIEMENT
ARTICLE 16	PENALITES DE RETARD
ARTICLE 17	CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENT
ARTICLE 18	COMMUNICATIONS
ARTICLE 19	Lutte contre la fraude et la corruption
ARTICLE 20	CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE
ARTICLE 21	OBLIGATION DE L'ASSURE EN CAS DE SINISTRE
ARTICLE 22	DELAI D'INDEMNISATION
ARTICLE 23	REGLEMENT DE LITIGES

I- PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DE L' APPEL D'OFFRES

Le présent cahier de prescriptions spéciales concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour la passation d'un marché de la souscription d'une police d'assurance multirisque au profit l'Institut Supérieur de la Magistrature -RABAT- en Lot Unique.

Lieu d'assurance : Institut Supérieur de la Magistrature-Rabat-

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DU MARCHÉ

La consistance du prestation du marché ayant pour objet souscription d'une police d'assurance multirisque au profit de l'Institut Supérieur de la Magistrature -RABAT- en Lot Unique, est mentionnée au niveau du partie 2 du présent CPS et comprend notamment :

1. Incendie et risque Annexes ;
2. événements naturels ;
3. Dégâts des Eaux
4. Vol et acte de vandalisme ;
5. Bris de glaces ;
6. Responsabilité civile exploitation

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché comprennent :

- l'acte d'engagement;
- le présent cahier des prescriptions spéciales;
- le bordereau des prix ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (C.C.A.G-EMO).

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 4 : REFERENCES AUX DOCUMENTS GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLE AU MARCHÉ.

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes généraux ci-après :

- Loi 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes, promulguée par le Dahir n°1.03.195 du 16 ramadan 1424 (11 Novembre 2003).

- Dahir n°1-02-240 du 25 rajeb 1423(3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n°09-01 relative à l'Institut Supérieur de la Magistrature.
- Le Dahir n° 1-03-194 du 14 rejeb (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au Code du Travail
- Dahir n° 1-02-238 du 25 rejeb 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la Loi n° 17-99 portant code des assurances telle qu'elle a été modifiée et complétée.
- le Dahir n° 1-09-59 du 6 rejeb 143 (29 juin 2009) portant promulgation de la loi n° 12-09 modifiant et complétant la loi n° 17-99 portant code des assurances.
- Dahir n° 1.15.05 en date du 19 février 2015 portant promulgation de la loi n° 112.13 relative au nantissement des marchés publics
- Le Décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié par le Dahir n° 1.76.629 du 25 Chaoual 1397 (09 octobre 1977) et complété par la Décret Royal n° 2.79.512 du 26 Joumada II 1400 (12 mai 1980)
- Décret n° 2-19-184 du 25/04/2019, modifiant et complétant le décret n° 2-16-344 du 22 juillet 2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Décret n° 2.03.703 du 18 Ramadan 1424 (13 Novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat.
- les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture
- Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 2240-04 du 14 kaada 1425 (27 décembre 2004) relatif au contrat d'assurance.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre, ainsi que tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet de ce marché.

Article 5 : Validité et date de notification de l'approbation du Marché

En application de l'article 152 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013), le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et son visa par le contrôleur d'état, le cas échéant.

En application de l'article 153 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013), la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai maximum de (75) soixante-quinze jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

ARTICLE 6 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE DU MARCHÉ

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier des prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché. Telles qu'indiquées ci-dessous.

ARTICLE 7 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015) , étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par L'Institut pour l'exécution du marché, sera opérée par les soins du Directeur Général de l'Institut Supérieur de la Magistrature ou par la personne ayant reçu délégation à cet effet.
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi précité.
- Les paiements prévus en exécution du marché seront effectués par le Trésorier Payeur de L'ISM seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que la dite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 8 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

Conformément à l'article 17 du CCAGT emo, Les notifications de l'assuré et de l'administration sont valablement faite au domicile élu ou au siège social du prestataire mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser l'assuré par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 15 jours suivant la date du changement.

Les notifications peuvent être faites par courrier porté contre récépissé ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution du présent marché est d'une période d'une année qui prend effet à partir de la date fixée dans

l'ordre de service de commencement des prestations.

ARTICLE 10: CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché sera passé suite au présent appel d'offres, seront fermes et non révisables.

Les prix s'entendent toutes taxes comprises. Ils comprennent les bénéfices et tout droits, impôts, taxes, frais généraux et faux frais. Ces prix sont forfaitaires et rémunèrent l'exécution de l'ensemble des prestations définies dans le présent CPS.

ARTICLE 11 : CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

En application des dispositions de l'article 12 et 13 du C.C.A.G-EMO :

Le cautionnement provisoire est fixé à : **MILLE DIRHAMS(1 000,00 DH)**.

Le cautionnement provisoire sera libéré immédiatement après constitution de la caution définitive, pour les concurrents non retenus ladite caution sera restituée après adjudication du marché.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché. La constitution de cette dernière doit avoir lieu dans les trente (30) jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché. Elle sera libérée trois mois après la réception définitive.

Par dérogation à l'article 13 du CCAGT-EMO, aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au prestataire de service.

ARTICLE 12 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Conformément à l'article 20 du CCAG-EMO, Le prestataire doit adresser à l'assuré, avant tout exécution du marché, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché.

ARTICLE 13 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire acquitte les droits de timbre et d'enregistrement dus au titre du marché conformément à l'article 6 du CCAGT EMO.

ARTICLE 14 : RECEPTION ET EXECUTION DU MARCHE

A l'achèvement des prestations d'assurances et en application de l'article 47 du CCAG-EMO, l'Institut s'assure en présence du prestataire de la conformité des prestations d'assurances aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

S'il constate que les prestations de services présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux réparations et rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO, il sera procédé à la réception définitive et après que l'assuré se soit assuré que les anomalies ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le prestataire. **Cette réception sera sanctionnée par un PV de réception définitive.**

ARTICLE 15: MODE DE REGLEMENT - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le paiement de la présente prestation se fera après la notification de l'ordre de service et après la réception de la facture numérotée établie en 4 exemplaires, signée, datée et arrêtée en toutes lettres par le prestataire et qui devra également indiquer les références du contrat.

Les factures doivent rappeler l'intitulé exact du compte courant postal, bancaire ou du Trésor du prestataire.

En cas de résiliation du contrat avant terme, il est fait restitution, par l'assureur, des proportions de primes payées, afférentes à la période pour laquelle les risques ne sont plus garantis.

ARTICLE 16 : PENALITES DE RETARD

A défaut par le prestataire du marché d'avoir indemnisé l'assuré, en cas des risques mentionnés de l'article 2, dans les délais fixés à l'article 22 ci-dessus, il lui sera appliqué une pénalité de mille dirhams (**1000,00 DH**) par jour calendaire de retard.

Néanmoins, le montant total de ces pénalités ne pourra dépasser un plafond de dix pour cent (10%) du montant initial du marché.

Ces pénalités seront déduites d'office des primes dues au prestataire, et sans aucune mise en demeure.

ARTICLE 17 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENT :

Conformément à l'article 22 du CCAGT EMO, Le prestataire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'assuré, ne communiquera le marché qui résultera du présent appel d'offre, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'assuré ou en son nom et au sujet du marché, à aucune personne employée par le prestataire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document autre que le marché lui-même demeurera la propriété de l'institut et tous ses exemplaires seront retournés à l'assuré, sur sa demande après exécution des obligations contractuelles.

ARTICLE 18 : COMMUNICATIONS

Les communications relatives à l'exécution du marché entre l'assuré et le prestataire se font par écrit.

Elles sont notifiées ou déposées à l'adresse indiquée dans le marché.

Les écrits prévus ci-dessus entre les deux parties sont soit déposés contre récépissé, soit adressés par lettre recommandée avec accusé de réception. La date du récépissé ou de l'accusé de réception fait foi pour la détermination du calcul des délais, le cas échéant.

Ces écrits peuvent également être expédiés, à titre complémentaire par fax confirmé ou par courrier électronique.

ARTICLE 19 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Il sera fait application des articles 25 et 168 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le prestataire du marché ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Il ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 20 : CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié, le cas échéant, dans les conditions prévues par le C.C.A.G-EMO.

ARTICLE 21 : OBLIGATION DE L'ASSURE EN CAS DE SINISTRE

Sauf impossibilité par cas fortuit ou de force majeure, l'assuré est tenu d'aviser l'assureur, dès qu'il a connaissance, et au plus tard les sept (7) jours ouvrables, de tout sinistre prévu à l'article 2.

Dans les cas nécessitant la déclaration aux autorités, il appartient à l'assureur de récupérer les PV des autorités sur la base des informations communiquées par l'assuré.

ARTICLE 22 : DELAI D'INDEMNISATION

L'assureur est tenu, en cas de sinistre prévu à l'article 2 survenu, d'indemniser l'ISM dans les trente (30) jours **qui** suivent la date de déclaration dudit sinistre par l'assuré.

ARTICLE 23: REGLEMENT DE LITIGES

Tous les litiges pouvant survenir entre le prestataire du marché et l'administration, et non réglés à l'amiable, seront soumis aux tribunaux compétents.

II- PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

I- Présentation générale de L'ISM

1- Activité de l'ISM

L'Institut Supérieur de la Magistrature est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, ayant comme missions principales :

- La formation initiale des attachés de justice ;
- La formation continue et spécialisée des magistrats ;
- La formation initiale et continue dans le domaine du secrétariat greffes ;
- La formation initiale, continue et spécialisée au profit des auxiliaires de justice et des membres des professions juridiques, à la demande des organisations professionnelles concernées.

Outre les missions précitées, l'Institut peut organiser des sessions ou des séminaires de formation dans les domaines juridique et judiciaire au profit des cadres et agents de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics et privés. Et peut, dans le cadre de conventions de coopération culturelle, technique et judiciaire conclues entre le Royaume du Maroc et d'autres Etats, admettre des candidats étrangers à suivre le cycle de formation des attachés de justice et des fonctionnaires du secrétariat greffe, organiser des séminaires de formation spécialisée au profit des magistrats, des cadres judiciaires, ou des cadres du secrétariat greffe étrangers, etc.

2- Constructions de l'ISM

Le siège de l'ISM est constitué de trois (03) bâtiments individuels :

Bâtiment A : RDC et un étage ;

Bâtiment B : RDC et un étage ;

Bâtiment C : Sous-sol, RDC et un étage.

3- Installations électriques et techniques et informatique

Le matériel de puissance dont dispose l'ISM est :

- Un groupe électrogène ;
- Et un poste transformateur.
- Et un local qui abrite le serveur informatique de l'ISM

4- Dispositifs de sécurité, de surveillance et de protection mis en place par l'ISM

- Un contrat de gardiennage : pour éviter les intrusions ou la malveillance ;
- Un contrat de maintenance des équipements électriques et techniques ;
- 33 Extincteurs, avec contrôle et entretien ;
- 04 Robinets d'incendie : RIA ;

- Centrale de détection d'incendie dans le bâtiment C ;
- Contrôles de sécurité des installations électriques : Tableaux généraux de basse tension, Tableaux de protection électrique, ...

II- LES BIENS ET RESPONSABILITES GARANTIS PAR LE CONTRAT D'ASSURANCE MULTIRISQUE

Le contrat d'assurance multirisque garantit, contre les événements définis ci-après, les biens, frais annexes et responsabilités suivants :

- **Les biens garantis** : l'assureur garantit les biens immobiliers, leurs contenus (voir tableau des garanties) ;
- **Les frais annexes** (voir tableau des garanties) ;
- **Les responsabilités** : il s'agit de garantir L'ISM contre les conséquences de la responsabilité civile qui peut lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés à autrui du fait de son activité. Se trouvent ainsi garantis :
 - ✓ La responsabilité civile exploitation : dommages corporels, dommages matériels et dommages immatériels consécutifs ;
 - ✓ Recours des voisins et des tiers : capital assuré sur le contenu ;
 - ✓ Défense et recours.

III-LES RISQUES GARANTIS

Le contrat d'assurance multirisque couvre l'ISM contre les risques suivants :

1. Incendie et Risques Annexes ;
2. Événements Naturels ;
3. Dégâts des eaux ;
4. Vol et acte de vandalisme ;
5. Bris de glaces ;
6. Responsabilité civile exploitation.

La garantie s'exerce sur les biens, frais et responsabilités sur la base des plafonds détaillés dans le tableau des garanties.

1-Incendie et Risques Annexes

L'assureur garantit la réparation pécuniaire subis par :

- Un incendie ;
- De la fumée à la suite d'un incendie ;
- Une explosion ou une implosion de toute nature ;
- Les dommages électriques causés aux appareils, machines, postes électriques et leurs accessoires ;
- La chute directe de la foudre ;

- Le choc d'un véhicule terrestre ;
- Le choc ou la chute d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux ;
- L'action des grévistes à l'occasion du conflit de travail, mouvement populaire et émeute ou de sabotage.

2- Événements Naturels

L'assureur garantit la réparation des dégâts causés par les tempêtes, grêles, tremblement de terre, et inondations.

3- Dégâts des eaux

Dans la limite des montants indiqués au tableau des garanties, la garantie de l'assureur s'étend :

- Aux dommages occasionnés par les infiltrations accidentelles d'eau provenant de la pluie, la grêle ou toute autre cause et se produisant au travers des toitures, terrasses, ciels vitrés ;
- Au remboursement des frais nécessités tant à la recherche des fuites ayant provoqué un dommage d'eau que par la réparation des biens immobiliers détériorés par cette recherche ;

4- Vol et acte de vandalisme

La garantie s'applique à la disparition, la destruction ou à la détérioration des biens assurés, situés à l'intérieur des locaux assurés, à la suite d'un vol, d'une tentative de vol ou d'un acte de vandalisme, commis par effraction, par escalade ou avec usage de fausses clés.

5- Bris de glaces

La garantie s'applique sur les bris de glaces, vitrages miroirs, enseigne ainsi que les frais de dépose et de pose.

6- Responsabilité civile exploitation

L'assureur garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, que L'ISM peut encourir du fait de ses activités déclarées, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés aux tiers.

IV- TABLEAU DES GARANTIS

DESIGNATION	CAPITAL GARANTI
1- Incendie et risques annexes sur :	
Valeur immobilière	6 000 000,00
Agencement, mobilier et matériel y compris le fonds documentaire	2 000 000,00
Dommages électriques	200 000,00
Installations électriques	400 000,00
Véhicules au repos dans parking	1 000 000,00
Recours des voisins et des tiers	500 000,00
Honoraires d'expert	250 000,0
2- Evènements naturels sur :	
Bâtiments	6 000 000,00
Contenu des bâtiments	2 000 000,00
3- Dégâts des eaux sur :	
Valeur immobilière	2 000 000,00
Agencement, mobilier et matériel y compris le fonds documentaire	700 000,00
Refoulement des égouts	10 000,00
Infiltrations d'eaux pluviales	50 000,00
Frais de recherches de fuites et frais de conduites d'eau et plomberie	50 000,00
Recours des voisins et des tiers	500 000,00
Honoraires d'expert	250 000,00
4- Vol et acte de vandalisme sur :	
Agencement, mobilier et matériel y compris le fonds documentaire	1 000 000,00
Dommages matériels y compris incendie-explosions	1 000 000,00
Détériorations immobilières y compris vol aux coffres fort et/ou meubles fermés à clefs et/ou tiroirs	20 000,00
Frais de remplacement des serrures	3 000,00
Honoraires d'expert	250 000,00
5- Bris de glaces :	
Glaces, vitrages miroirs, enseigne dont frais de dépose et de pose	30 000,00
6- Responsabilité Civile Exploitation :	
Dommages corporels	5 000 000,00
Dommages matériels	500 000,00
Dommages immatériels	50 000,00
Intoxication alimentaire	50 000,00
Défense et recours	20 000,00

Appel d'offres n° 02/ISM/2021

LOT UNIQUE

appel d'offres n°02/ISM/2021 passé, en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourada I 1434 (20 Mars 2013), relatif aux marchés publics.

Objet : SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MULTIRISQUE AU PROFIT DE L'INSTITUT SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE -RABAT- EN LOT UNIQUE.

Montant du marché :

En chiffre :DH TTC

En lettre :

.....(Dirhams toutes taxes comprises).

<p><u>Signé:</u></p>	<p><u>Lu et accepté par l'Entreprise :</u></p>
<p><u>Approuvé par :</u> <u>Le Directeur Général de l'ISM :</u></p>	<p><u>Visé par :</u> <u>Le Contrôleur d'Etat de l'ISM</u></p>